



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Mai 2005

Les Principales Tendances

Au terme des 5 premiers mois de l'année 2005, les principales tendances de l'exécution de la Loi de finances peuvent être résumées comme suit :

Au niveau des recettes

Nette amélioration (30%) des recettes ordinaires suite à l'accroissement notable des impôts directs (25%), des recettes de l'enregistrement et du timbre (27%), des recettes du fonds de soutien des prix des produits alimentaires, du fonds spécial routier et de la réalisation des recettes de privatisation à hauteur de 52% des prévisions de la LF.

Au niveau des dépenses

- Augmentation de 16% des dépenses ordinaires, imputable essentiellement au volume des dépenses de personnel qui sont en hausse de 19% et au montant des dépenses des biens et services, en hausse de 20%.
- Niveau des paiements au titre des intérêts de la dette publique sans changement (7,4 MMDH).
- Baisse des dépenses d'investissement de l'ordre de 6%, soit un montant de 7,8 MMDH à fin mai 2005.

Les soldes du Trésor

- Le solde primaire dégagé par les opérations courantes du trésor s'est élevé à 17,9 MMDH contre 11,2 MMDH à fin mai 2004. Quant au solde Ordinaire, il a atteint 10,5 MMDH,
- L'excédent global du trésor (12,5 MMDH) est assez élevé si l'on considère le solde positif des CST de près de 9,8 MMDH à fin mai 2005,

Les instances du Trésor

Réduction du stock des instances de visa et de règlement de 1,3 MMDH.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

En Millions de Dhs

	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Taux de réel	Evol %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>43 778</u>	<u>113 681</u>	<u>57 013</u>	<u>50</u>	<u>30</u>
1.1- Recettes fiscales	37 193	88 761	43 552	49	17
- Impôts directs	15 333	37 170	19 149	52	25
- Impôts indirects	14 366	35 999	15 826	44	10
- Droits de douane	4 706	10 067	5 042	50	7
- Enregistrement et timbres	2 788	5 525	3 536	64	27
1.2- Recettes non fiscales	4 937	20 960	11 227	54	127
- Monopoles	3 479	5 869	3 155	54	-9
- Domaine	76	278	59	21	-22
- Autres recettes	1 382	2 813	1 813	64	31
- Privatisation	0	12 000	6 200	52	
1.3- Recettes de certains CST	1 648	3 960	2 233	56	35
- Fonds de soutien des prix	966	1 810	1 549	86	60
- Fonds spécial routier	682	2 150	684	32	0
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>39 985</u>	<u>109 642</u>	<u>46 481</u>	<u>42</u>	<u>16</u>
- Biens et services	31 320	86 231	37 410	43	19
Personnel(BG)	22 694	59 396	27 066	46	19
Autres biens et services (*)	8 626	26 835	10 344	39	20
- Intérêts de la dette	7 418	17 311	7 419	43	0
Intérieure	6 481	14 777	6 614	45	2
Extérieure	937	2 534	805	32	-14
- Compensation	1 247	6 100	1 652	27	32
dont Fonds de soutien des prix	1 075	1 810	401	22	-63
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>3 793</u>	<u>4 039</u>	<u>10 531</u>	<u>261</u>	
<u>4- INVESTISSEMENT</u>	<u>8 294</u>	<u>21 311</u>	<u>7 799</u>	<u>37</u>	<u>-6</u>
dont Fonds Spécial Routier	124	2 150	476	22	
<u>5- SOLDE DES CST</u>	<u>5 951</u>	<u>-83</u>	<u>9 771</u>		<u>64</u>
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>1 450</u>	<u>-17 355</u>	<u>12 504</u>		
<u>7- VARIATION DES INSTANCES</u>	<u>-1 748</u>		<u>-1257</u>		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT</u>	<u>-298</u>	<u>-17 355</u>	<u>11 247</u>		
<u>9- FINANCEMENT INTERIEUR</u>	<u>4 108</u>	<u>17 412</u>	<u>-7 719</u>		
dont :	-	-	-		
Adjudications	6 236		10 489		
Bons à 6 mois	-78		-370		
Autres emprunts	-1 729		-391		
Dépôts au trésor	4 614		-4 975		
Cpte Courant du Trésor à BAM	-3 389		-3 078		
<u>10- FINANCEMENT EXTERIEUR</u>	<u>-3 810</u>	<u>-57</u>	<u>-3 528</u>		
Tirages et dons	748	7 720	1 205		
Amortissements	4 558	7 777	4 733		

(*) Compte non tenu des arriérés envers la CMR (11.080 M.DH).

RECETTES ORDINAIRES

En Millions de Dhs

	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Taux de réal	Evol %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>37 193</u>	<u>88 761</u>	<u>43 552</u>	<u>49</u>	<u>17</u>
IMPÔTS DIRECTS	15 333	37 170	19 149	52	25
Impôt des Patentes	69	300	79	26	15
Impôt sur les Sociétés	7 067	15 775	8 912	56	26
I.G.R	7 900	20 422	9 695	47	23
Taxe Urbaine	51	86	119	138	133
Majorations de retard	161	552	287	52	79
Autres	85	35	56	159	-34
DROITS DE DOUANE	4 706	10 067	5 042	50	7
IMPÔTS INDIRECTS	14 366	35 999	15 826	44	10
TIC	5 677	15 066	6 138	41	8
Tabacs	2 068	5 831	1 930	33	-7
Produits Énergétiques	3 117	8 123	3 680	45	18
Autres	492	1 112	528	47	7
TVA	8 689	20 933	9 688	46	11
T.V.A - intérieure	4 130	9 551	4 184	44	1
T.V.A - importation	4 559	11 382	5 504	48	21
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	2 788	5 525	3 536	64	27
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>4 937</u>	<u>20 960</u>	<u>11 227</u>	<u>54</u>	<u>127</u>
-	-	-	-	-	-
DOMAINE	76	278	59	21	-22
MONOPOLES	3 479	5 869	3 155	54	-9
PRIVATISATION	0	12 000	6 200	52	
FONDS DE CONCOURS	131	0	309		
REC. EN ATTENUATION DE DEPENSES	320	791	525	66	
AUTRES PRODUITS	931	2 022	979	48	5
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>1 648</u>	<u>3 960</u>	<u>2 233</u>	<u>56</u>	<u>35</u>
-					
FDS SOUTIEN PRIX ALIMENTAIRES	966	1 810	1 549	86	60
FDS SPECIAL ROUTIER	682	2 150	684	32	0
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>43 778</u>	<u>113 681</u>	<u>57 013</u>	<u>50</u>	<u>30</u>

Au terme des 5 premiers de l'exercice, les composantes de la situation des charges et ressources du trésor ont évolué de façon satisfaisante et ont marqué positivement les indicateurs des finances publiques et ce, malgré les difficultés de trésorerie constatées au cours du mois de mai.

LES RECETTES ORDINAIRES

En raison de l'accroissement des recettes fiscales de 17%, de la réalisation d'une partie importante (52%) des recettes prévues dans le cadre de la privatisation, soit 6,2 MMDH et de la hausse (60%) des recettes imputées aux fonds de soutien des produits alimentaires (1,5 MMDH), les recettes ordinaires du trésor se sont élevées à 57,0 MMDH contre 43,8 MMDH à fin mai 2004, soit un taux d'accroissement de 30%.

Hors privatisation, l'augmentation des recettes ordinaires n'est que de 16%, soit près de 10 points (en pourcentage) de plus que l'année dernière. C'est dire le caractère exceptionnel des rythmes d'évolution des principales composantes, en particulier les recettes d'impôts directs (25% d'augmentation par rapport à fin mai 2004)

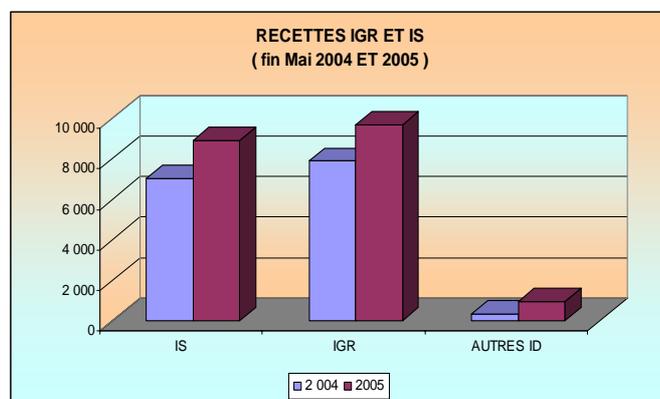
Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont augmenté de 17% par rapport à fin Mai 2004. Elles sont de l'ordre de 43,5 MMDH réparties en impôts directs (44%), en Impôts Indirects (36%), en Droits de douane (11,6%) et en Enregistrement et timbre (8%)

LES RECETTES FISCALES	Montants en MDH		Structures		Evol en %
	2004	2005	2004	2005	
	Impôts Directs	15 333	19 149	41,2	44,0
Droits de Douane	4 706	5 042	12,7	11,6	7,1
Impôts Indirects	14 366	15 826	38,6	36,3	10,2
Enregistrement & Timbre	2 788	3 536	7,5	8,1	26,8

L'impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 8,9 MMDH, soit une hausse de 26% par rapport à fin mai 2004. Cette évolution fait suite notamment à l'augmentation des acomptes et des régularisations ainsi que le recouvrement, exceptionnellement élevé, des impôts émis par voie de rôles durant les mois de janvier et février 2005.



L'impôt général sur le revenu

L'importance des recettes de l'IGR, soit 9,7 MMDH à fin 2005 contre 7,9 MMDH à fin mai 2004 s'explique essentiellement par l'envolée des retenues salariales effectuées par la PPR. Celles-ci sont passées de 2,5 MMDH fin mai 2004 à 3,6 MMDH à fin mai 2005, soit près de 1,1 MMDH de plus, dont 473 M.DH au titre du seul mois de janvier 2005 suite à la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle de certains fonctionnaires.

SALAIRES ET IGR PPR			
	2004	2005	ECARTS
SALAIRES PPR (2)	20 350	24 788	4 438
IGR PPR (1)	2 492	3 585	1 093
RATIO IGR / MS	12%	14%	

Les droits de douane

S'agissant des recettes de droits de douane, elles sont en augmentation de 7% par rapport à fin mai 2004 et sont réalisées à un taux de 50% des prévisions de la loi de finances contre 46% l'année dernière.

Les impôts indirects

Les recettes d'impôts indirects se sont élevées à 15,8 MMDH, soit une hausse de 10% par rapport à fin mai 2004. Cette importante évolution est le résultat des hausses respectives des recettes de la TVA (11%) et des TIC (8%).

En ce qui concerne les recettes de la TVA, elles ont atteint 9,7 MMDH à fin mai 2005 dont 4,1 MMDH pour la TVA intérieure et 5,5 MMDH pour la TVA à l'importation.

Par ailleurs, si les recettes TVA augmentent de 11% par rapport à fin mai 2004, il y a lieu de noter la quasi-stagnation de la TVA à l'intérieur (1% seulement) et le dynamisme des recettes TVA à l'importation (21%).

De même qu'au niveau de la modeste performance des recettes TIC (8%), il faudra signaler la baisse de 7% des TIC sur tabacs manufacturés parallèlement à la hausse remarquable (18%) des TIC sur les produits énergétiques. Ces évolutions s'expliquent par le niveau d'activité de la régie des tabacs pour la première et par la valeur des importations de produits pétroliers pour la seconde.

L'enregistrement et timbre

Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et du timbre maintiennent leur amélioration au fil des mois de l'exercice 2005 et affichent un taux d'accroissement inhabituel de 27 % à fin mai 2005 contre 4% en 2004. Entres autres variables expliquant cette tendance, on peut noter les nouvelles procédures de recouvrement de la taxe d'assurance et le dynamisme du secteur immobilier

Les recettes non fiscales

Le montant des recettes non fiscales est de 11,2 MMDH contre 4,9 MMDH à fin mai 2004, soit une hausse de 127%.

Cette évolution s'explique par la réalisation des recettes de privatisation d'IAM de l'ordre de 6,2 MMDH et par l'accroissement des autres recettes non fiscales (recettes de monopoles, recettes du domaine, fonds de concours...) de l'ordre de 56% par rapport à fin mai 2004. .

Les recettes de monopoles S'agissant des recettes de monopoles en particulier, le volume enregistré à fin mai 2005 atteint 3,2 MMDH contre 3,5 MMDH. Deux établissements, IAM et BAM rapportent plus de 86% de ces recettes.

RECETTES DU MONOPOLE					
	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Variation	Taux de Réal
B.A.M	1 333	1 793	1 311	-2%	73
I.A.M	1 787	1 251	1 409	-21%	113
C.D.G	0	500	0		0
O.N.T	0	45	0		0
A.N.C.F.C.C	100	500	100		20
O.C.P	245	1 204	265	8%	22
Divers	11	576	70	536%	12
TOTAL	3 476	5 869	3 155	-9%	54

Les recettes de privatisation Les recettes des privatisations prévues pour 12 MMDH sont réalisées à hauteur de 50% grâce à la cession d'IAM (6,2 MMDH)

Les autres catégories de recettes non fiscales se présentent comme suit :

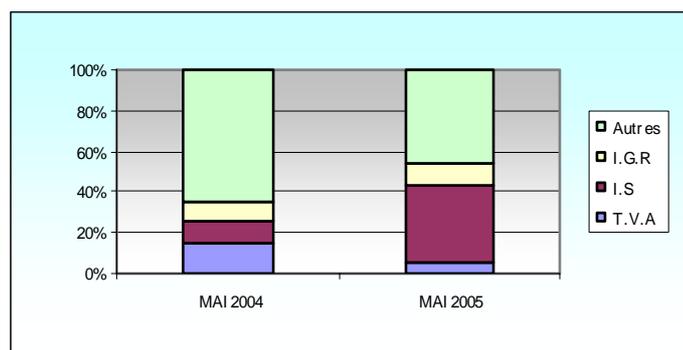
- ✗ recettes en atténuation de dépenses provenant essentiellement des plus-values sur adjudications par assimilation : 525 MDH ;
- ✗ redevance gazoduc : 492 MDH ;
- ✗ intérêts sur placements et avances: 78 MDH ;
- ✗ fonds de concours : 309 MDH ;

Autres éléments d'appréciation de l'évolution des recettes

A fin mai 2005, le montant provisoire des **recettes globales brutes sur rôles** réalisées au titre des impôts est de l'ordre de

5,8 MMDH contre 4,4 MMDH à fin mai 2004, soit une augmentation de 33% traduisant ainsi le niveau exceptionnel des recouvrements sur rôles de l'IS constatés durant les premiers mois de l'exercice.

RECETTES BRUTES SUR ROLES			
	MAI 2004	MAI 2005	Evolution en %
T.V.A	647	305	-53%
I.S	453	2 207	387%
I.G.R	449	619	38%
Autres	2 830	2 696	-5%
TOTAL	4 379	5 827	33%



Par ailleurs, l'appréciation de l'évolution des recettes peut être faite aussi à travers l'état des annulations, restitutions, remboursements ... octroyés à différents contribuables. C'est ainsi que les annulations touchant les recouvrements sur rôles ont augmenté de 8% et les restitutions qui grèvent les recettes déclaratives brutes ont, pour leur part, diminué de 46%.

ANNULATIONS (sur rôles) ET RESTITUTIONS (sur déclarations)									
	MAI 2004			MAI 2005			Evolutions		
	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total
T.V.A	358	422	780	98	346	444	-73%	-18%	-43%
I.S	249	374	623	794	18	812	219%	-95%	30%
I.G.R	62	12	74	117	13	130	89%	8%	76%
Autres	528	47	575	287	88	375	-46%	87%	-35%
TOTAL	1 197	855	2 052	1 296	465	1 761	8%	-46%	-14%

LES DEPENSES

Les dépenses du budget général se sont établies à près de 60,9 MMDH à fin mai 2005, soit une augmentation de 5,8% par rapport à leur niveau de fin mai 2004 sous l'effet conjugué de la baisse des dépenses d'investissement (13,1%) et des dépenses de la dette publique (15,2%) et de la hausse substantielle des dépenses de fonctionnement (22,4%). Les taux de réalisation des prévisions de la LF 2005 sont respectivement de 26%, 38% et 43 % pour ces trois titres.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL					
	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Taux 2005	Var
Fonctionnement (*)	31 696	90 621	38 784	43	22,4%
Investissement	8 307	27 540	7 221	26	-13,1%
dont reports		8 500			
Dette publique	17 624	39 389	14 942	38	-15,2%
TOTAL	57 627	166 050	60 947	37	5,8%

(*) Les prévisions 2005 n'intègrent pas les arriérés CMR (11.080 Millions Dhs)

LES DEPENSES ORDINAIRES

Le rythme d'accroissement des dépenses ordinaires enregistré à fin mai 2005 (16%) reste élevé comparativement au taux de l'année dernière (5%). Ceci tient au fait que dès le début de l'exercice, certaines dépenses, notamment les dépenses de personnel ont été exécutées à des rythmes plus accélérés.

Les dépenses en biens et services Près de 70% de ces dépenses ont concerné le chapitre personnel qui atteint 27,1 MM.DH, soit une progression de 19% par rapport à fin mai 2004. Les autres composantes se sont accrues elles aussi à des rythmes remarquables, en particulier les subventions et transferts sur charges communes qui passent de 1,4 MMDH en mai 2004 à 3,2 MMDH à fin mai 2005.

Il faut noter qu'au sein de la rubrique matériel, en augmentation de 11%, seules les dépenses consacrées aux subventions et transferts initiées par les ministères ont augmenté à un taux de 33% alors que les dépenses effectives en matériel, ont baissé de 8%.

DEPENSES EN BIENS ET SERVICES (Budget Général)					
	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Taux 2005	Var
Personnel	22 694	59 396	27 066	46%	19%
Matériel	7 645	16 100	8 475	53%	11%
Subv & Trsferts (charges communes)	1 357	12 600	3 243	26%	139%
dont Compensation	172	4 290	1 251	29%	
Dépenses imprévues		2 525	0		
TOTAL	31 868	90 621	38 784	43%	22%

DETAIL DES DEPENSES DE MATERIEL			
	MAI 2004	MAI 2005	Var en %
Matériel	7 645	8 475	11
Mat.& Dép diverses	4 122	3 843	-8
Bourses	242	255	5
Subv & Trsferts	3 281	4 377	33

Les dépenses de personnel L'analyse de l'évolution des dépenses de personnel fait apparaître que l'augmentation (19%) par rapport à fin mai 2004 résulte essentiellement de la masse salariale servie par la PPR.

Ainsi, l'évolution de la masse salariale de la PPR a évolué comme suit :

EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE PPR						
	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Total à fin mai
MASSE SALARIALE 2004	4 028	4 157	4 059	4 042	4 064	20 350
MASSE SALARIALE 2005	5 535	4 312	4 948	5 044	4 949	24 788

ECART EN Millions de DH	1 507	155	889	1 002	885	4 438
-------------------------	-------	-----	-----	-------	-----	-------

dont:

Promotion exceptionnelle	1 259	62	246	225	131	1 923
Recrutements, Promotion normale	260	173	286	226	301	1 246
Départ Volontaire à la retraite	24	10	128	303	361	826

Mises à part les enveloppes allouées à l'opération DVR et à la promotion exceptionnelle, le taux d'accroissement des dépenses de personnel est ramené à 8% seulement entre fin mai 2004 et fin mai 2005.

Les charges en intérêts de la dette publique ont atteint 7,4 MMDH, soit le même niveau que celui de l'année dernière. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse enregistrée par la dette extérieure (14%).

Le solde Ordinaire qui se dégage de l'évolution des recettes ordinaires et des dépenses ordinaires s'établit ainsi à 10,5 MMDH et permet de couvrir largement les dépenses d'investissement.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement qui englobent les dépenses liées aux projets et actions initiées par les ministères ainsi que les subventions et transferts sur charges communes, ont atteint près de 7,2 MMDH à fin mai 2005 contre 8,2 MMDH l'année dernière, soit une baisse de 12%.

Emissions d'investissement du Budget Général					
	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	2 290	16 474	2 417	15%	6%
2- Subventions et transferts :	5 880	11 073	4 804	43%	-18%
2.1- sur charges communes :	2 523	4 422	1 362	31%	-46%
Dette des Etablis. Publics	1 470	929	240	26%	
Augmentation capital des Etablissements Publics	0	300	0	0%	
Concours divers	943	2 643	1 010	38%	
Ristournes d'intérêt et risque de change	110	550	112	20%	
2.2- autres subventions (ministères)	3 357	6 651	3 442	52%	3%
TOTAL	8 170	27 547	7 221	26%	-12%

L'investissement direct des ministères est en progression de 6% contrairement aux subventions et transferts qui sont en baisse de 18% .

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois de mai 2005, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 16,6 MMDH soit 68% des prévisions de la loi de finances 2005. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (13,1 MMDH), soit 79% du total réalisé.

	RECETTES				DEPENSES			
	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Réal	MAI 2004	L.F. 2005	MAI 2005	Réal
C.A.S	9 271	19 925	13 114	66	4 505	19 925	4 013	20
TVA des CL	3 724	8 971	4 152	46	1 862	8 971	2 055	23
Soutien prdts alim	966	1 810	1 549	86	1 075	1 810	401	22
Fds Sp. routier	682	2 150	684	32	124	2 150	476	22
Fds dév. Agricole	543	687	262	38	60	687	2	0
Fds emploi domanial	317	698	281	40	50	698	20	3
Autres	3 039	5 609	6 187	110	1 334	5 609	1 059	19
Cptes de prêts	106	285	94	33	13	253	26	10
C. Dép Dotation	3 316	4 094	3 365	82	1 750	4 093	1 374	34
Autres CST	6	5	1	20	31	121	34	28
TOTAL	12 699	24 309	16 574	68	6 299	24 392	5 447	22

Les dépenses ont, pour leur part, atteint 5,4 MMDH dont 38% a bénéficié au compte spécial "part des collectivités locales dans le produit de la TVA". Elles ont été réalisées à hauteur 22% du plafond autorisé.

Ainsi, l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor a dégagé à fin mai 2005 un solde positif important de l'ordre de 11,1 MMDH.

Le solde global du Trésor est excédentaire de l'ordre de 12,5 MMDH.

Le montant des instances de visa et de règlement s'est établi à 442 Millions de DH à fin mai 2005 contre 1,7 MM.DH à fin décembre 2004, soit une baisse de près de 1,3 MMDH touchant, principalement, les arriérés du secteur privé.

A noter que ces montants englobent aussi bien les ordres de paiement en instances de visa que ceux déjà visés en cours de règlement, le montant de cette dernière catégorie étant très réduit.

INSTANCES DE PAIEMENT DU TRESOR		
	DEC 2004	MAI 2005
Fonctionnement	786	246
- Entreprises privées	737	236
- Etablissements publics	49	10
Investissement	420	105
- Entreprises privées	378	95
- Etablissements publics	42	10
Comptes spéciaux du Trésor	493	91
- Entreprises privées	458	61
- Etablissements publics	35	30
Total	1699	442

LE FINANCEMENT

Compte tenu de l'excédent de financement du Trésor qui est de l'ordre 11,2 MM.DH et du solde négatif du financement extérieur de 3,5 MMDH, le financement intérieur dégage une situation nette négative de 7,7 MMDH à fin mai 2005.

Le financement extérieur

Le financement extérieur est négatif de 3,5 MMDH à fin mai 2005. Il résulte d'un flux d'amortissements de 4,7 MMDH dépassant largement le montant des tirages et dons, soit 1,2 MMDH. La répartition des tirages selon la provenance est la suivante: BAD (610 M. DH), FMA (208 M.DH), BEI (133 M.DH), BIRD (98 M.DH), Fonds Saoudien (74 M.DH), JAPON (24 M.DH), France (23 M.DH), KFW (14 M.DH).

Le financement intérieur

Le financement intérieur négatif de 7,7 MMDH résulte notamment :

- ✗ du recours aux adjudications pour 10,5 MMDH ;
- ✗ du flux net négatif de 391 M.DH au titre des bons du Trésor à 6 mois ;
- ✗ de la baisse de près de 5 MMDH des dépôts au Trésor par rapport à fin décembre 2004 ;
- ✗ et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib de l'ordre de 3,1 MMDhs.

Le marché des adjudications

La principale source de financement des besoins du trésor est constituée des émissions de bons du trésor par voie d'adjudications, soit 97% de l'encours de la dette publique intérieure à fin mai 2005..

DETTE INTERIEURE					
	DEC 2004	Sscrptions	Rembrsmts	MAI 2005	Var en %
Adjudications	214 826	29 497	19 008	225 315	4,9
13 semaines	1 010	150	1 160	0	
26 semaines	1 153	155	1 153	155	-86,6
52 semaines	15 892	7 145	6 415	16 622	4,6
2 ans	12 611	500	6 430	6 681	-47,0
5 ans	83 849	3 909	3 850	83 908	0,1
10 ans	55 499	8 421	0	63 920	15,2
15 ans	42 193	6 632	0	48 825	15,7
20 ans	2 619	2 585	0	5 204	98,7
Bons à 6 mois	1 455	1 012	1 382	1 085	-25,4
Autres	5 338	0	347	4 991	-6,5
Total	221 619	30 509	20 781	231 347	4,4

L'encours de la dette intérieure

Est en hausse de 4,4% par rapport à son niveau à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de l'accroissement de 4,9% de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudication conjugué à la baisse des autres compartiments de la dette intérieure de 10,6%.

L'encours des bons du trésor à 6 mois

L'encours des bons du trésor à 6 mois est en baisse de 370 Millions de DH étant donné l'importance relative des remboursements (1,4 MMDH) et la faiblesse des nouvelles souscriptions (1,0 MMDH) pour la période Janvier - Mai 2005.

BONS DE TRESOR A 6 MOIS		
	SOUSCRIPTIONS	REMBOURSEMENTS
Janvier	270	381
Février	140	235
Mars	198	279
Avril	218	294
Mai	186	193
TOTAL	1012	1382

Les dépôts au Trésor

ont atteint près de 24,0 MMDH à fin mai 2005, soit une diminution de 17,1 % par rapport à leur niveau à fin décembre 2004.

Cette baisse est imputable en grande partie aux retraits effectués par la CDG et IAM au cours du mois de mai 2005.

ENCOURS DES DEPOTS AU TRESOR			
	DEC 2004	MAI 2005	VARIATION
Agence Bancaire Centrale	21 202	14 900	-29,7
Réseau	7 835	9 162	16,9
ENSEMBLE	29 037	24 062	-17,1

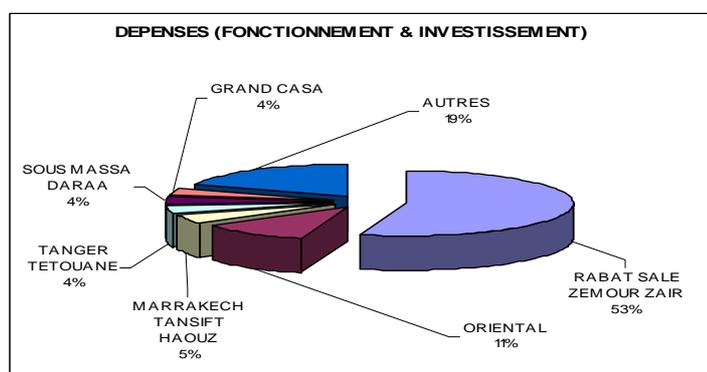
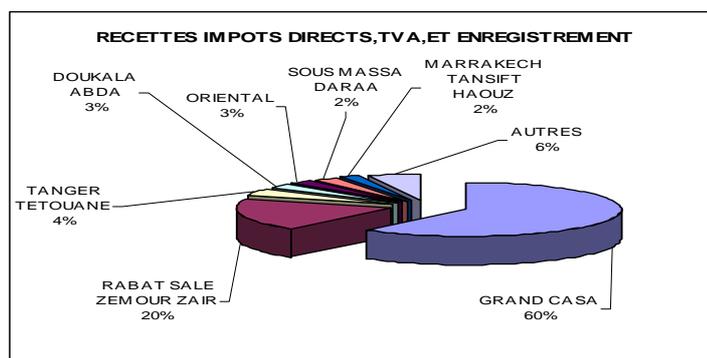
Les disponibilités du Trésor

auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint 1,2 MMDH contre 1 MDH à fin décembre.

LA REPARTITION SPATIALE DES RECETTES ET DEPENSES (1)

La répartition des recettes d'impôts directs, de la TVA et de l'enregistrement laisse apparaître une prédominance des recettes en provenance des régions du Grand Casa (61%) et de Rabat (20%) du total.

De même, la ventilation des dépenses initiées par le réseau de la TGR au niveau régional fait ressortir le poids des dépenses réalisées dans les régions de Rabat (54%) et de l'Oriental (11%).



¹ Il s'agit de la ventilation des recettes fiscales et des dépenses (fct, inv, cst) initiées uniquement par le réseau de la TGR.

